



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

*Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement*

**Arrêté préfectoral accordant à la société PARC  
EOLIEN DE MONTELU l'autorisation unique  
d'exploiter un parc éolien sur le territoire des  
communes de Montgru-Saint-Hilaire et Latilly**

N° dossier : AU 93

N° IC/2017/97

**LE PRÉFET DE L' AISNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment l'article L.511-1 ;
- VU le code de l'énergie et notamment l'article L. 323-11 ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L.421-1 ;
- VU l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15;
- VU le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- VU l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
- VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévues à l'article 13 du décret n° 2011-1697 ;

VU la demande présentée le 20 août 2015, complétée le 22 mars 2016, par la société PARC EOLIEN DE MONTELU, dont le siège social est situé 188, rue Maurice Béjart CS 57392- 34184 Montpellier Cedex 4, en vue d'obtenir l'autorisation unique d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant 4 aérogénérateurs d'une puissance totale maximale de 12 MW ;

VU le rapport de recevabilité en date du 20 mai 2016 ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 2 juin 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2016 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 5 septembre 2016 au 6 octobre 2016 inclus sur le territoire des communes de : MONTGRU-SAINT-HILAIRE, LATILLY, LA-CROIX-SUR-OURCQ, BILLY-SUR-OURCQ, CHOUY, OULCHY-LA-VILLE, OULCHY-LE-CHATEAU, ROZET-SAINT-ALBIN, NANTEUIL-NOTRE-DAME, ARMENTIERES-SUR-OURCQ, COINCY, BRENY, BRECY, VICHEL-NANTEUIL, NEUILLY-SAINT-FRONT, PRIEZ, MONTHIERS, BONNESVALYN, EPAUX-BEZU, GRISOLLES, ROCOURT SAINT MARTIN, SOMMELANS, COURCHAMPS , dans le département de l'Aisne ;

VU le registre d'enquête, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur transmis à M. le préfet de l'Aisne en date du 2 novembre 2016;

VU les avis émis par les conseils municipaux ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU le rapport en date du 09 février 2017 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites , dans sa formation sites et paysages en date du 19 juin 2017 ;

VU le projet d'arrêté porté le 26 juillet 2017 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier en date du 28 juillet 2017;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2017 prorogeant le délai d'instruction de la demande déposée par la société PARC EOLIEN DE MONTELU en vue d'obtenir l'autorisation de construire et d'exploiter un parc éolien sur le territoire des communes de Montgru-Saint-Hilaire et Latilly ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre I de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifient le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifient le présent arrêté permettent de garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L.421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation unique ne peut être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L.323-11 du code de l'énergie ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'implantation des éoliennes ne dégradera pas les principales vues sur les monuments historiques environnants, notamment l'église de Saint-Laurent de Latilly.

**CONSIDÉRANT** que les phénomènes de covisibilité entre le Château d'Armentières sur Ourcq et les éoliennes E2 et E3 demeureront limités à quelques axes routiers sans effets de surplomb sur le monument et seront donc dans l'ensemble peu impactant ;

**CONSIDÉRANT** que l'atténuation de l'impact visuel sur ce monument sera renforcée par des plantations imposées à l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'implantation des éoliennes situé à environ 8 km au Sud-Ouest de la Butte de Chalmont aura un impact visuel faible à nul sur le monument des Fantômes de Landowski.

**CONSIDÉRANT** que l'implantation des éoliennes ne dégradera pas les principales vues sur les autres monuments historiques environnants, de par leur éloignement ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude d'impact montre que l'implantation des éoliennes pourra altérer les vues sur le paysage, principalement celles depuis les villages de GRISOLLES, LA CROIX SUR OURCQ et LATILLY ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place de masques végétaux ponctuels aux franges des villages concernés, imposée à l'exploitant, permettra de guider le regard et ainsi limiter les impacts du parc sur le paysage ;

**CONSIDÉRANT** que l'enfouissement des lignes électriques reliant les éoliennes entre elles et aux postes de livraison, imposé à l'exploitant, permet de limiter les impacts du parc sur le paysage ;

**CONSIDÉRANT** que les distances les plus proches aux habitations sont à 630 m et 670 m et que toutes les autres habitations se situent à plus de 900 m ;

**CONSIDÉRANT** que les nuisances pour l'environnement et les tiers sont donc limitées par l'éloignement du projet vis-à-vis des habitations ;

**CONSIDÉRANT** que les zones NATURA 2000 les plus proches, situées à plus de 8 km, susceptibles d'être concernées par la présence des chiroptères comme le Grand Murin et le Murin à oreilles seront peu impactées du fait de leur éloignement ;

**CONSIDÉRANT** que les distances d'éloignement par rapport aux espaces boisés recommandées par l'Organisme Européen pour la protection des chauves-souris (EUROBATS) et par la Société Française pour l'Étude et la Protection des Mammifères (SFPEM) sont respectées ;

**CONSIDÉRANT** que les aérogénérateurs sont implantés en dehors d'axes de migrations majeurs ou secondaires des oiseaux migrateurs ;

**CONSIDÉRANT** que la zone d'implantation des machines, constituée principalement de surfaces agricoles, présente majoritairement peu d'intérêt pour l'avifaune patrimoniale nicheuse et hivernante ;

**CONSIDÉRANT** que l'interdiction de réaliser les travaux de terrassement (raccordement jusqu'au poste de livraison compris) et de mise en place des fondations en dehors de la période du 1<sup>er</sup> août de l'année N et le 15 avril de l'année N+1 permet de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation uniques sont réunies ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

# ARRETE

## Titre I Dispositions générales

### Article 1 : Domaine d'application

La présente autorisation unique tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- de permis de construire au titre de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- d'approbation au titre de l'article L. 323-11 du code de l'énergie.

### Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation unique

La société PARC ÉOLIEN DE MONTELU dont le siège social est situé 188, rue Maurice Bédart CS 57392-34184 Montpellier Cedex 4, est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

### Article 3 : Liste des installations concernées par l'autorisation unique

Les installations concernées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Équipement	Commune	Références cadastrales	Lambert RGF 93	
			X	Y
Éolienne E1	Montgru-Saint-Hilaire	ZC 66	723 947	6 896 611
Éolienne E2	Montgru-Saint-Hilaire	ZC 66	724 095	6 896 355
Éolienne E3	Montgru-Saint-Hilaire	ZC 66	724 199	6 896 073
Éolienne E4	Latilly	ZC 21	724 263	6 895 778
Poste de livraison	Latilly	ZC 20	724 249	6 895 697

### Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation unique

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

## Titre II

### Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

#### Article 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980.1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Nombre d'aérogénérateurs : 4 Hauteur au moyeu : 92 m Hauteur totale en bout de pale de 149,85 m Puissance unitaire : 3 MW Puissance totale installée : 12 MW	A

A : installation soumise à autorisation

#### Article 2 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 3. Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement par la société PARC ÉOLIEN DE MONTELU s'élève donc à :

$$M(\text{année } 2016) = 4 \times 50\,000 \times (\text{Index}_n / \text{Index}_0) \times ((1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0)) = 201\,945 \text{ Euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

Index TP01(juin 2016) = 102,1

Index<sub>0</sub>(1er janvier 2011) = 102,3

TVA<sub>0</sub> = 19,6 %

TVA = 20 %

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

#### Article 3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

##### *3.1.- Protection des chiroptères /avifaune*

Afin d'éviter l'attrait des chiroptères, la plate-forme créée à la base de chaque éolienne est entretenue régulièrement et le cas échéant fauchée et les nacelles des éoliennes sont pourvues de grilles d'aération anti-intrusion destinées à éviter que les chiroptères n'y nichent.

##### *3.2- Protection du paysage*

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Toutes les lignes électriques implantées pour assurer le raccordement interne du parc, soit des éoliennes jusqu'au poste de livraison, sont enfouies afin de limiter l'impact visuel des installations.

L'exploitant met en place des masques végétaux ponctuels, sous réserve de l'obtention des autorisations foncières, au niveau des entrées des trois villages environnants, soit : Grisolles, La Croix-sur-Ourcq, Latilly ; conformément aux mesures prévues dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant réalise des plantations afin d'atténuer la covisibilité du château d'Armentières sur Ourcq avec le parc en venant de la D79.

La couleur du poste de livraison et son habillage facilitent son insertion dans le paysage.

#### **Article 4 - Mesures spécifiques liées à la phase travaux**

Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune, les travaux, en un lieu donné, de terrassement (raccordement jusqu'au poste de livraison compris) et de mise en place des fondations démarrent entre le 1<sup>er</sup> août de l'année N et le 15 avril de l'année N+1. Les travaux peuvent démarrer en dehors de cette période sous réserve de l'accord et du respect des préconisations d'un expert écologue consécutives à un repérage sur site de nids par ses soins, et de leur transmission à l'inspection des installations classées préalablement au démarrage des travaux.

Avant le commencement des travaux, l'exploitant prend contact avec le service prévision du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) afin de convenir de la localisation de points de rassemblements des secours (PRS). Ces PRS, à numéros uniques définis par le SDIS, seront matérialisés sur le terrain par une signalisation et sur plans distribués aux différents chefs de chantiers et coordinateurs de travaux.

#### **Article 5 - Mesures spécifiques liées aux secours**

L'organe de coupure de l'alimentation électrique de chaque éolienne et du poste de livraison est clairement localisé et facilement accessible.

L'exploitant transmet au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) :

- la numérotation finale de chaque éolienne, qui apparaît également sur le mât est visible depuis la voie engin;
- son nom et ses coordonnées, ainsi que ceux des sociétés chargées de la maintenance;

Deux dispositifs « stop-chute », accompagnés d'une notice d'utilisation, sont mis à la disposition du SDIS, dans chacune des éoliennes.

#### **Article 6 - Autres mesures de suppression, réduction et compensation**

En vue de la limitation des niveaux sonores, les dispositions relatives au bridage des éoliennes sont mises en œuvre en fonction des résultats de la campagne de mesure acoustique prévue à l'article 7. L'exploitant tient à jour un document justificatif des bridages effectués avec enregistrement des paramètres associés et des vitesses de vent correspondantes. Toute évolution du plan de bridage est une modification notable des conditions d'exploitation portée à la connaissance de M. le Préfet conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

#### **Article 7 - Auto surveillance des niveaux sonores**

Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les six mois après la mise en service des éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'inspection des installations classées.

### **Article 8 - Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 6, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 9 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

### **Article 10 - Cessation d'activité**

L'exploitant devra informer le Préfet de l'arrêt définitif de son exploitation dans le respect des précriptions des articles R515-105 à R515-108 du code de l'environnement. L'usage à prendre en compte est le suivant : agricole.

## **Titre III**

### **Dispositions particulières relatives au permis de construire au titre de l'article L 421-1 du code de l'urbanisme**

Les aérogénérateurs sont balisés de jour et de nuit, conformément à l'arrêté du 13 novembre 2009 susvisé.

Une fois les constructions engagées, l'exploitant devra confirmer aux services de la délégation de l'Aviation civile les informations suivantes afférentes à chaque éolienne :

- Coordonnées géographiques, dans le système WGS 84 ;
- Hauteur hors sol au sommet de la pale à son point d'élévation maximal ;
- Altitude du terrain au pied de l'éolienne dans le système NGF.

En cas de perturbation de la réception radioélectrique observée chez des tiers et imputable à la présence du parc éolien, l'exploitant met en œuvre dans les plus brefs délais, des actions correctives auprès des foyers concernés, afin de faire cesser ces nuisances conformément à l'article L. 112-12 du code de la construction et de l'habitation.

## **Titre IV**

### **Dispositions particulières relatives à l'approbation au titre de l'article L 323-11 du code de l'énergie**

#### **Article 1 :**

Le projet d'ouvrage relatif à la construction de la première phase de raccordement électrique des installations visées à l'article 3 du titre I du présent arrêté, est approuvé. L'ouvrage est réalisé conformément au dossier de demande d'autorisation unique susvisé, présenté par le bénéficiaire susvisé à l'article 2 du titre I du présent arrêté, et à ses engagements.

#### **Article 2 :**

Conformément aux articles L. 554-1 à L. 554-4 et R. 554-1 et suivants du Code l'Environnement, le bénéficiaire de la présente autorisation fournit le tracé détaillé des canalisations électriques et assure l'enregistrement sur le guichet unique ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) ») avant la mise en service de l'installation.

#### **Article 3 :**

Le contrôle technique des ouvrages attendu de l'article R 323-30 du Code de l'énergie est effectué lors de la mise en service de l'ouvrage selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 visé ci-avant, ou tout texte venant le modifier. Le maître d'ouvrage informe le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la réalisation de ce contrôle et lui en transmet, sur sa simple demande, le compte-rendu.

#### **Article 4 :**

Au terme de la construction des ouvrages, le bénéficiaire de la présente approbation communique au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité concerné les informations nécessaires à l'opération d'enregistrement prévue à l'article R. 323-29 du code de l'énergie.

Sont notamment communiqués l'emplacement des ouvrages, leurs dimensions, leur date de construction, leurs caractéristiques électriques, leur technologie, les organes particuliers et les installations annexes, les opérations significatives de maintenance ainsi que la date du contrôle technique prévu à l'article 3 de la présente approbation.

## **Titre V**

### **Dispositions diverses**

#### **Article 1 - Caducité**

Les délais de caducité de l'autorisation unique sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement ou le cas échéant à l'article R 515-109 du même code.

#### **Article 2 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif d'AMIENS :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

### **Article 3 - Publicité**

Conformément à l'article R.181-44, une extrait du présent arrêté est déposée mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affichée dans les mairies de MONTGRU-SAINT-HILAIRE et LATILLY pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire des communes de MONTGRY-SAINT-HILAIRE et LATILLY fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction départementale des territoires - Service de l'environnement - Unité gestion des installations classées, déchets - 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON CEDEX, l'accomplissement de l'affichage prévu ci-dessus.

Une copie dudit arrêté sera également publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'un mois et adressé à chaque conseil municipal consulté dans le département de l'Aisne, à savoir : LA-CROIX-SUR-OURCQ, BILLY-SUR-OURCQ, CHOUY, OULCHY-LA-VILLE, OULCHY-LE-CHATEAU, ROZET-SAINT-ALBIN, NANTEUIL-NOTRE-DAME, ARMENTIERES-SUR-OURCQ, COINCY, BRENY, BRECY, VICHEL-NANTEUIL, NEUILLY-SAINT-FRONT, PRIEZ, MONTHIERS, BONNESVALYN, EPAUX-BEZU, GRISOLLES, ROCOURT SAINT MARTIN, SOMMELANS, COURCHAMPS.

Une copie dudit arrêté sera également publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de l'Aisne et aux frais de la société PARC EOLIEN DE MONTELU dans un journal diffusé dans le département.

### **Article 4 : Information**

L'exploitant communique au préfet, à l'Inspection des installations classées ainsi qu'aux opérateurs radar la date de mise en service des installations du parc éolien localisé à MONTGRU-SAINT-HILAIRE et LATILLY.

### **Article 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le sous-préfet de l'arrondissement de SOISSONS, le sous-préfet de l'arrondissement de CHATEAU-THIERRY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de MONTGRU-SAINT-HILAIRE et LATILLY et à la société PARC ÉOLIEN DE MONTELU.

Fait à LAON, le 28 AOUT 2017

  
Nicolas BASSELIER